



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Guy LAURET, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Laurent NISON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - GEMAPI - Mise en place d'une gouvernance littorale à l'échelle du golfe d'Aigues Mortes (GAM) - Création d'une entente entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention subséquente - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Sète Agglopôle Méditerranée, Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et la Communauté de communes Terre de Camargue partagent 60 km de littoral, de Frontignan au Grau du Roi, au sein du Golfe d'Aigues Mortes (GAM). Pour répondre aux enjeux relatifs aux risques littoraux, à la biodiversité et à la qualité des milieux marins, et aux usages liés à la mer, les 4 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ont proposé de formaliser cette gouvernance littorale par le biais d'une entente inter-EPCI, sur le fondement des articles L. 5221-1 et L. 5221-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), sur une durée de 6 ans.

Une convention cadre définit les modalités de l'entente organisée entre les 4 EPCI autour de la gestion intégrée du littoral et de la mer sur le territoire du GAM. Cette instance de concertation, de coordination et de décision inter-EPCI vise à travailler sur les 3 enjeux prioritaires identifiés :

- Les risques littoraux ;
- La biodiversité et la qualité des milieux marins ;
- Les usages.

Le projet de convention subséquente, conformément aux stipulations de la convention cadre, précisera le contenu des missions menées par l'entente et ses modalités de fonctionnement associées, en application des articles L. 5111-1 et L. 5111-1-1 du CGCT. Elle désigne l'EPCI assurant le portage administratif et technique de l'entente, les moyens humains et matériels, le financement et les modalités de contrôle par l'ensemble des parties.

Les parties conviennent d'engager les actions suivantes, par référence aux missions générales proposées dans la convention cadre, à savoir :

- Pour les risques littoraux :
 - o Élaboration d'une stratégie locale s'inscrivant dans le Plan Littoral 21 :
 - Élaboration d'une stratégie locale avec, si besoin, établissement des études générales (dérive sédimentaire...) si les données disponibles (Etat, Région, Département...) ne suffisent pas ;
 - Élaboration ou assistance à l'élaboration d'outils de contractualisation de type PAPI littoral selon la décision et pour le compte des parties ;
 - o Mise à disposition d'une expertise pointue, intermédiaire d'étude et de veille :
 - Développement de l'expertise en appui aux maîtres d'ouvrage ;
 - Contribution à un observatoire du littoral à l'échelle du GAM (en complément ou substitution d'observatoires existants) ;
 - Coordination des actions locales entre EPCI et lien avec les enjeux environnementaux (*Exemples : rechargement plage, dragage des ports...*) ;
- Pour la biodiversité et la qualité des milieux marins :
 - o Animation et gestion commune des enjeux de biodiversité dont les 2 sites Natura2000 en mer :
 - Diagnostic des besoins en animation et gestion des enjeux biodiversité dans le périmètre d'intervention ;
 - Animation du site Natura2000 FR9101413 « *Posidonies de la côte Palavasienne* » ;
 - Coordination avec l'animation du site Natura2000 FR9102014 « *Bancs sableux de l'Espiguette* » et à terme animation de ce site ;
 - Animation et gestion des espaces et enjeux de biodiversité orphelins dans le périmètre d'intervention ;
 - Établissement et révision des plans de gestion pour le compte des parties ;

- o Représentation des enjeux marins au sein des syndicats de bassin, pour renforcer les démarches liées à la qualité des eaux et des milieux :
 - Participation aux ateliers, Cotechs et Copils portant sur les masses d'eau de transition (lagunes) ;
 - o Montage de projets opérationnels :
 - Élaboration des projets au stade pré-opérationnel pour les maîtres d'ouvrage compétents ;
 - Assistance technique et suivi de ces projets selon la décision des parties (*Exemples de projets : création de nouvelles aires de cantonnement de pêche, de mouillage, de récifs artificiels, restauration d'herbiers...*) ;
 - o Coordination et accompagnement des actions des associations environnementales :
 - Sensibilisation ;
 - Coordination d'actions de nettoyage des plages, en mer et sous-marin ;
 - o Suivi et acquisition de connaissances ;
- Pour les usages :
- o Appui à la planification, définition de vocation, de plan d'accès à la mer pour réduire les conflits d'usage ;
 - o Coordination et appui des plans communaux de balisage ;
 - o Sensibilisation et réduction des pratiques portant atteinte au milieu ;
 - o Appui à la coordination du pouvoir de police des maires et des affaires maritimes.

Il est proposé que le portage administratif et technique de l'entente soit assuré par Pays de l'Or Agglomération (POA) pendant la durée de la convention. Une cellule technique et administrative sera créée pour assurer les missions précédemment citées, elle sera constituée de 3 agents, hébergés dans les locaux de POA.

Un programme d'action et un budget prévisionnel associé sera établi et validé chaque année à l'unanimité par les 4 EPCI. Les dépenses prévisionnelles de fonctionnement de la cellule administrative et technique sont évaluées à 165 000 €, en 2023. Conformément à la clef de répartition de la convention cadre, Montpellier Méditerranée Métropole contribuera à hauteur de 49 500 € par an au fonctionnement de l'entente.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention subséquente de l'entente sur le golfe d'aigues mortes entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver la désignation du Pays de l'Or Agglomération comme porteur administratif et technique de l'entente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202875-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention subséquente GAM 7.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.